



DES ESPAGNOLS DANS LA RÉSISTANCE



LES ANCIENS COMBATTANTS MAROCAINS



DES PORTUGAIS



LES TIRAILLEURS SÉNÉGALAIS

Engagement

MÉMOIRE DE L'IMMIGRATION EN AQUITAINE

rahmi

Collecte de la mémoire orale

Organisé par le Réseau aquitain pour l'histoire et la mémoire de l'immigration (Rahmi), en partenariat financier et scientifique avec la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI), le programme régional expérimental de collecte de la mémoire orale est soutenu par la Direction régionale des affaires culturelles de l'Aquitaine (Drac), l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (l'Acse), le Conseil régional d'Aquitaine et les Archives départementales.

Ce programme est né de la volonté de faire se rencontrer les associations, le monde universitaire et les professionnels des archives autour d'un objectif commun : recueillir la mémoire trop longtemps oubliée des anciens combattants marocains, des Républicains espagnols, des immigrés portugais des années 1960 - 1970 et des tirailleurs sénégalais.

L'enjeu de la démarche proposée consiste à faire de la mémoire orale une source à part entière de l'histoire des archives et de contribuer à la valorisation de l'apport de l'immigration à l'histoire nationale et à la mémoire collective.

Pour la réalisation de ce programme, le Rahmi a mobilisé les associations engagées sur les questions de la mémoire et proches des publics concernés par les quatre collectes. L'Association du lien interculturel familial et social (Alifs) pour les anciens combattants marocains, l'Association des retraités espagnols de la Gironde pour les Républicains espagnols, le Comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes pour les Portugais et l'Union générale des travailleurs sénégalais de la Gironde pour les tirailleurs sénégalais ont accepté de participer à ce programme.

La radio locale O2 Radio et l'association de volontaires Unis-Cité ont été les partenaires techniques et opérationnels de la collecte.

La CNHI a assuré la formation des collecteurs et la conception sous un mode collaboratif du protocole scientifique.

Le travail de concertation entre les partenaires de ce programme, la formation des intervenants, l'organisation des rendez-vous, la réalisation des interviews, le chapitrage des enregistrements et le conditionnement de cette collecte se sont déroulés entre janvier 2008 et septembre 2010 accompagnés d'un comité de pilotage régional.

Collecte de mémoire orale d'Espagnols engagés dans la Résistance en France de 1940 à 1945 résidant à Bordeaux et en Aquitaine.

DURANT les années 1920, des milliers d'Espagnols sont venus chercher en France du travail et un avenir pour leurs enfants dans un pays sans doute plus démocratique que l'Espagne qu'ils laissaient derrière eux. Pays où régnaient l'analphabétisme et la misère pour le plus grand nombre, soumis aux grands propriétaires, à une Église obscurantiste, à une armée et une garde civile au service des puissants.

MAIS les vagues successives de 1936 à 1939 firent en France l'effet d'une invasion. Le pays n'était pas préparé à une immigration de cette ampleur d'autant plus que dès juin 40, il allait connaître une débâcle aussi rapide que brutale, avec d'abord la déroute militaire face aux armées nazies, puis l'occupation, facilitée par la soumission des dirigeants, Pétain et Laval, leur milice et leur police rivalisant de zèle auprès de la gestapo et des SS.

Avec quelles forces résister à cette oppression, dans un pays saigné à blanc, ne pouvant compter ni sur ses soldats prisonniers par centaines de milliers en Allemagne, ni sur ses infrastructures confisquées, et ne disposant pour résister que d'anciens combattants de 14-18, de brigadistes, de femmes et de très jeunes gens inexpérimentés.

Les Espagnols immigrants et exilés voyaient cette réalité et la comprenaient. Des milliers d'entre eux avaient pris la défense d'une République espagnole progressiste et réformatrice, agressée féroce et contre toute légalité par une armée de fascistes puissamment aidés militairement par Hitler et Mussolini. Malgré l'aide précieuse de milliers de brigadistes comme André Malraux, ils perdirent la guerre, abandonnés par la plupart des pays démocratiques au nom d'intérêts diplomatiques aberrants. C'était le même ennemi, le nazisme et le fascisme, qu'ils retrouvaient en France. Renforcer la résistance qui s'organisait dans des conditions très difficiles, était en quelque sorte la poursuite du combat qu'ils avaient perdu en

Espagne, avec l'espoir cette fois-ci de vaincre et, qui sait, de retourner en force dans leur pays pour chasser Franco et ainsi rendre à l'Espagne sa liberté.

Formés à la dure école d'un combat où l'insuffisance de matériel, face aux impressionnants moyens déployés par Hitler et Mussolini qui préparaient en Espagne leurs futures campagnes, devait être compensée par beaucoup d'imagination et de courage. Officiers, sous-officiers et soldats de l'armée républicaine espagnole apportèrent à la Résistance française une organisation complémentaire et une force nouvelle. Leurs compatriotes installés en France depuis longtemps les aidèrent dans une sorte de solidarité républicaine. Sabotages, attentats, luttes armées, facilités par le travail anonyme de l'arrière-garde où les femmes jouèrent un rôle essentiel.

Des milliers le payèrent de leur vie. Fusillés en France, déportés et exterminés en Allemagne, les survivants sombrèrent dans l'anonymat et l'oubli. Aujourd'hui encore beaucoup de gens ignorent que la 2^e DB de Leclerc entrant dans Paris pour en parachever la libération avait à sa tête La Nueve, la 9^e compagnie espagnole du Commandant Dronne.

Il est grand temps de raviver les mémoires pour que l'histoire officielle s'efface devant la réalité historique. Nous voulons y contribuer, car ce travail de mémoire représente une petite partie de l'histoire commune de la France et de l'Espagne, écrite par tant d'hommes et de femmes héroïques.

Pilotage :

Association des retraités espagnols et européens de la Gironde à Bordeaux

(Association créée en 1978 à Bordeaux par des retraités espagnols qui s'étaient engagés dans la Résistance de la France)

Collaboration :
Amicale anciens guérilleros espagnols en France - F.F.I. (section gironde)



EN 1914, l'état-major français engage des goumiers et des spahis comme forces auxiliaires de l'armée française. Débarqués à Bordeaux en août 1914, ils sont lancés sur le front d'Orient et se distinguent notamment à Uskub (Serbie) en 1918.

Dés septembre 1939, répondant à l'appel du sultan, les marocains s'engagent massivement aux côtés de la France. En mai 1940, la 1^{re} Division marocaine résiste de façon héroïque contre les blindés allemands à Gembloux en Belgique. Le débarquement allié en Afrique-du-Nord, en novembre 1942, permet aux troupes marocaines de sortir de l'ombre. Elles sont alors engagées sur tous les fronts : campagne de Sicile puis d'Italie, libération de la Corse, débarquement en Provence, en Normandie et libération de Paris en novembre 1944.

La guerre s'achève en Europe, les « troupes indigènes » sont de nouveau appelées pour réprimer les soulèvements de Sétif en Algérie en 1945 puis de Madagascar en 1947. Soixante-mille-trois-cent-quarante hommes recrutés à travers la France en Indochine contre le mouvement nationaliste vietminh. Les soldats marocains vont également être engagés lors de ce conflit, notamment lors des batailles de la RC4, en 1950, et de Dien Bien Phu en 1954. En marche vers leur propre indépendance, acquise en 1956, refusant de s'engager contre leurs « frères », peu de militaires marocains participeront à la guerre d'Algérie. Entre 1954 (Indochine) et 1960 (Afrique subsaharienne), les indépendances amènent l'État français à progressivement geler (loi de cristallisation) les pensions des tirailleurs de son ex-empire colonial.

Dans un tel contexte, pour faire vivre leur famille et compléter une pension et une retraite minimales, des anciens combattants marocains commencent à arriver en France dans les années 70 et 80. Ils s'installent notamment à Bordeaux, où se trouvent les archives militaires des unités marocaines et le Tribunal des pensions militaires. Leur combat pour l'égalité est à l'époque peu visible et il faudra attendre 1986 (loi n° 86-1025) pour qu'ils puissent bénéficier du titre de séjour de dix ans sur le territoire français. Leurs situations « juridiques » les obligent à rester



neuf mois à « minima » sur le sol français pour recevoir le RMI ou le minimum vieillesse. Des associations, notamment le Diaconat, le Centre

d'accueil d'information et d'orientation (CAIO) et l'Association des Tunisiens de France (ATF) devenue Alifs, les soutiennent. Ils sont pris en charge par des acteurs institutionnels, tels que le Fasild, la DDASS, la ville de Bordeaux, le Conseil général de la Gironde, la Direction départementale de l'Équipement ou encore la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra).

EN 1996, soutenu par les associations d'anciens combattants français, Amadou Diop, ancien sergent-chef sénégalais, porte plainte contre l'État français pour avoir perçu seulement le tiers d'une retraite d'un ancien combattant français. Le Conseil d'État lui donne raison en 2001 (à titre posthume) et juge que la loi de cristallisation a créé une situation de discrimination, sur la base de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme. À partir de 2006, un collectif d'associations, relayé par le Conseil régional d'Aquitaine, s'engage pour l'égalité de tous. La retraite du combattant et les pensions militaires d'invalidité sont « dé-cristallisées », suite à l'émotion suscitée par le film « Indigènes ». Le collectif obtient, en octobre 2008, le « jugement Mechti » auprès du Tribunal administratif de Bordeaux, qui déclare l'égalité des pensions entre les anciens combattants originaires des ex-colonies d'Afrique-du-Nord et ceux nés en France.

Dans le même mouvement, en 2008-2009, sous l'égide du Rahmi, un important travail de collecte de la mémoire orale est initié, permettant de rassembler les « récits de vie » de vingt anciens combattants présents depuis de longues années en Aquitaine. Après une décision du Conseil constitutionnel en mai 2010, les anciens militaires des ex-colonies françaises pourront bénéficier désormais des mêmes retraites que leurs homologues français. Selon le Secrétariat aux anciens combattants, trente mille personnes devraient être concernées par ces mesures de rattrapage à partir de janvier 2011, pour permettre enfin à « ces oubliés de l'Histoire » d'obtenir « un juste retour des choses ».

Personnalités d'origine portugaise en région Aquitaine

DANS les années 1950/1960 la France a engagé de grands travaux d'infrastructure : routes, ports, aéroports, chemin de fer, villes nouvelles, industrialisation... Dans la suite du plan Marshall c'est la période des « Trente glorieuses », les années de la reconstruction et du développement industriel et agricole.

Pour faire face à ces grands travaux, la France fera appel à d'importants contingents de travailleurs immigrés entre 250 000 et 300 000 personnes chaque année. C'est dans ce contexte économique et social qu'une immigration de masse provenant du Portugal se développera des années 1960 à 1980.

ENTRE 1964 et 1974 en moyenne 86 000 Portugais sont entrés chaque année en France. Trois années furent marquées par des contingents importants :

1969 avec 110 608 entrées, 1970 avec 128 865 entrées, 1971 avec 110 823 entrées.

Durant cette même période, de 1960 à 1974, le Portugal est engagé dans les guerres coloniales en Angola, Guinée, Mozambique... et confronté à la répression d'un régime fasciste à bout de souffle, et une économie tournée vers les guerres.

A PARTIR des années 1970 les Portugais vont devenir la plus importante communauté immigrée en France avec près d'un million de ressortissants.

La région Aquitaine du fait de sa situation géographique sera la région de passage des immigrés lusitaniens, devenant par la même occasion terre d'accueil de cette immigration.

AUJOURD'HUI près de 35 000 Portugais résident en Aquitaine et représentent l'une des plus importantes communautés immigrées de la région.

Pour mieux faire connaître cette réalité sociale et humaine, le Rahmi en lien avec la CNHI et la Drac Aquitaine avec le soutien de l'Acisé et du Conseil régional d'Aquitaine ont décidé, sur la proposition du Comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes, de procéder à la collecte de témoignages. Trente-quatre récits de vie de personnalités d'origine portugaise, issues des associations, des entreprises ou engagées dans la vie politique ont été recueillis.

L'échantillon retenu est composé de 58 % d'hommes et de 42 % de femmes.

34 % sont issus de la 2^e génération, 67 % sont des responsables associatifs, 20 % sont des élus locaux, 26 % sont engagés dans le monde économique, chefs d'entreprise bâtiment, services, commerce, immobilier, agriculture, 25 % sont engagés dans la création artistique d'acteurs culturels, 27 % sont fonctionnaires de l'État ou des collectivités territoriales, 22 % sont universitaires et enseignants.

Lieu de résidence :

65 % résident en Gironde notamment dans la CUB, 35 % résident dans les 4 autres départements de l'Aquitaine.

Répartition par âges :

44 % ont entre 40 et 50 ans, 36 % ont entre 50 et 70 ans, 20 % ont entre 30 et 40 ans.

Éléments les réunissant :

- ils sont tous d'origine portugaise,
- ils sont tous engagés dans la vie de la cité de notre région,
- ils ont tous des liens étroits avec le Portugal,
- ils sont des témoins de la présence portugaise en Aquitaine.

Ces témoignages, ou récits de vie ont été collectés par le Comité Aristides de Sousa Mendes entre avril 2009 et juin 2010.

Les structures qui ont participé à la collecte des témoignages sont le Comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes, 02 Radio et Unis-Cité.



L E TRAVAIL engagé autour de l'histoire et de la mémoire des immigrés dans la région Aquitaine par la CNHI, le Rahmi et ses différents partenaires permet de participer à la construction identitaire.

P OUR les enfants nés de parents immigrés, cette construction ne suit pas les chemins linéaires de la transmission. La condition d'étranger a souvent muré les parents dans le silence, et, les modes habituels de communication en sont affectés. La parole rendue lors du travail sur la mémoire permet de rétablir le dialogue, de comprendre les raisons de l'exil, et de renouer avec le lien intergénérationnel. Il s'agit aussi de mettre en lumière les apports de l'immigration à la société locale, ce qui offre l'opportunité de rendre la dignité à ceux qui ont permis l'enrichissement du patrimoine commun et ainsi favoriser la reconnaissance de la société.

C ONSERVER la mémoire des lieux où l'on s'est fixé, où l'on a noué des solidarités, où l'on a commencé une nouvelle vie, c'est aussi se sentir partie prenante d'une vie commune. C'est en tout cas le sentiment largement partagé par les anciens combattants sénégalais interviewés.

Faut-il rappeler que l'Afrique noire a contribué à la libération de la Mère-Patrie en envoyant sur les différents fronts des milliers de soldats ?

L A DETTE de sang contractée à force de persusions, de menaces, d'intimidations, de promesses d'une vie meilleure forcément non tenues, est encore vivace dans les mémoires de milliers de rescapés et de leurs familles qui imaginaient un retour d'ascenseur. On avait promis aux « tirailleurs sénégalais » et aux anciens combattants une vie meilleure, un « vivre ensemble » harmonieux dans l'Hexagone et dans les confettis de l'Empire. Hélas, il n'en fut rien ! On pouvait certes imaginer qu'affronter le même adversaire et le même ennemi dans les affres de la guerre pouvait déboucher sur la célébration d'un patrimoine historique et mémoriel commun, capable de modifier sensiblement l'ordre des choses. On aurait pu penser que le code de l'in-

digénat allait être *ipso facto* aboli, au profit d'un autre code, celui-là plus égalitaire.

Les détenteurs traditionnels du pouvoir politique dans les villes françaises n'ont pas voulu d'un changement notable de la situation. C'est bien dans ce contexte-là que d'anciens tirailleurs sénégalais et par la suite d'anciens combattants ont décidé de rester vivre en France, notamment à Bordeaux.

N OMBREUX sont les films, les pièces de théâtre, les livres, les expositions, les émissions de radio qui ont permis de mieux comprendre la présence de ceux qui ont choisi Bordeaux pour s'y installer. Les témoignages recueillis, les récits, les œuvres artistiques et littéraires viennent percuter les représentations et les préjugés pour accepter l'Autre. Ils touchent à l'émotion, c'est-à-dire à l'essentiel pour qui veut modifier durablement le regard dominant sur l'Étranger.



ASSOCIATION DES RETRAITÉS ESPAGNOLS ET EUROPÉENS DE LA GIRONDE

L'Association des retraités espagnols et européens de la Gironde a été créée en 1978 par des Républicains espagnols retraités qui, dans leur très grande majorité, s'étaient engagés dans la Résistance contre l'occupant nazi de la France. Certains d'entre eux avaient participé à la libération de Bordeaux et y avaient joué un rôle important ; c'était le cas de Jésus Fuentes, commandant d'artillerie de l'armée républicaine espagnole, et de Montagut. Il y avait aussi parmi eux beaucoup de femmes.

La démocratie réinstallée en Espagne en 1977, ces retraités avaient des problèmes sociaux et culturels à régler tant dans leur pays d'origine que dans leur pays d'accueil. L'objectif de l'association était de les aider à mieux s'intégrer dans le pays d'accueil ainsi que d'organiser des rencontres conviviales.

En 2004, nous nous sommes posés la question d'un travail de mémoire au sein de notre association, mais aussi en liaison avec la communauté d'origine espagnole. Il nous a paru évident de commencer par ces Républicains espagnols qui, au péril de leur vie et souvent de celle de leur famille, se sont engagés volontairement dans le combat contre l'occupant et ont contribué à la restauration de la liberté et de la démocratie en France.



Comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes

Le Comité national français en hommage à Aristides de Sousa Mendes, association loi 1901, fut créé en 1987 afin de rendre hommage et faire connaître l'action héroïque d'Aristides de Sousa Mendes, Juste parmi les Nations, consul général du Portugal à Bordeaux en 1940. Le Comité Aristides de Sousa Mendes, membre fondateur du Rahmi et de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, conduit depuis 24 ans des actions autour de la mémoire et de l'histoire.

Les principaux objectifs du Comité sont :

- contribuer à la réhabilitation d'Aristides de Sousa Mendes, faire connaître et rendre hommage à son action,
- promouvoir la mémoire des Justes et sensibiliser l'opinion publique aux conséquences de la Seconde Guerre mondiale et à la tragédie de la Shoah,
- promouvoir et valoriser l'histoire et la mémoire de l'immigration et favoriser le dialogue des cultures et des peuples,
- développer des outils pédagogiques en direction des scolaires et des jeunes.

Président : Manuel Dias Vaz
mdias@sousamendes.org
www.sousamendes.org

L'Association du lien interculturel familial et social (Alifs), créée en 1986 œuvre pour l'intégration des populations immigrées ou issues de l'immigration, la lutte contre le racisme et toutes les formes de discrimination, l'accès aux droits civiques, éducatifs, culturels... l'accès à la culture et aux pratiques artistiques et le développement d'une médiation et des pratiques interculturelles.



Membre du Rahmi, l'Alifs compte parmi les associations ressources concernant la thématique de la mémoire de l'immigration en Aquitaine.

L'association structure ses interventions autour de six axes prioritaires en étroite interaction à savoir :

- l'accès aux droits
- l'accès à la citoyenneté et aux pratiques éducatives
- les actions culturelles et les pratiques artistiques
- l'animation du Contrat d'accueil et d'intégration (CAI)
- les luttes contre les discriminations et la formation des acteurs de l'intégration
- l'accueil et d'accompagnement des migrants vieillissant.

Alifs :

Taoufik KARBIA, Anne-Cécile GODARD, Emmanuelle DUBOIS
05.57.57.22.12 - alifs.cultures@orange.fr - www.alifs.fr

Depuis plus de 30 ans, l'Union des travailleurs sénégalais en France défend les intérêts des ressortissants du Sénégal tout en les aidant à renforcer les liens économiques et culturels qu'ils ont tissés ou conservés avec leur pays d'origine et contribue à la solidarité avec les travailleurs quelle que soit leur nationalité.



Aujourd'hui forte de quelque 950 membres, elle est une sorte de Sénégal en miniature sur les terres girondines, toutes les ethnies y sont représentées sans distinction de religion, de confrérie ni d'opinions politiques.

L'UTSF mène ses actions à travers 6 commissions : culture, femmes, jeunes, social et revendication, sport, travail de mémoire.

Objectifs : promouvoir la culture africaine, sénégalaise en particulier ; intégrer les populations étrangères, surtout les femmes et les jeunes, par le travail, l'éducation, l'information et la formation ; rechercher un équilibre entre enracinement dans les valeurs d'origine et ouverture à d'autres cultures.

UTSF/AR

Président : Ndaw MALICK
24, rue Camille Pelletan - 33150 Cenon - 05 56 74 98 64
www.utsf-gironde.org



La Cité nationale de l'histoire de l'immigration, institution d'une conception inédite. La Cité contribue au travers de son réseau de partenaires à changer les représentations sur l'immigration. Elle participe à une meilleure cohésion sociale en incitant l'ensemble de la société civile à participer aux débats contemporains et à les enrichir. La Cité s'appuie sur un réseau composé d'associations, de collectivités locales, et d'acteurs culturels qui interviennent dans le domaine de l'histoire, de la mémoire et des cultures de l'immigration. Garant d'une politique d'ouverture, ce réseau unique en son genre constitue la spécificité de la Cité comme lieu fédérateur d'initiatives, de coproduction et de diffusion à l'intérieur de la Cité mais aussi dans les régions, et au-delà.

Pour faire connaître votre initiative consultez le site Internet de la Cité www.histoire-immigration.fr ou adressez votre proposition à reseau@histoire-immigration.fr



Le Réseau aquitain sur l'histoire et la mémoire de l'immigration a pour objectifs principaux de promouvoir et développer l'action autour de la mémoire et l'histoire de l'immigration en Aquitaine, de favoriser la coopération, l'échange de savoir, de méthodologie, la capitalisation des projets, la circulation des informations entre l'ensemble des acteurs publics et privés, associatifs et d'accompagner les projets et la prise d'initiative dans l'organisation de réunions régionales.

Le Rahmi fédère des acteurs du champ social, culturel, économique, des médias et de la recherche universitaire en mettant en place un certain nombre d'activités.

Le Rahmi poursuit plusieurs objectifs :

- promouvoir et développer l'action autour de la mémoire et l'histoire de l'immigration en Aquitaine,
- rassembler, sauvegarder, mettre en valeur et rendre accessibles les éléments relatifs à l'histoire de l'immigration,
- contribuer à la connaissance et à la reconnaissance de la participation des populations immigrées,
- constituer et animer un réseau de partenaires sur les questions d'histoire et mémoire de l'immigration.

Rahmi : Manuel DIAS VAZ - 06.23.19.01.83 - mdias@rahmi.fr - www.rahmi.fr



La radio locale O2 Radio : la radio des Hauts de Garonne est née en 1997, grâce à la mobilisation et au dynamisme de quelques passionnés. O2 Radio souhaite donner la parole à tous, dans un esprit d'ouverture au monde, respectant la pluralité des opinions, la diversité culturelle, l'indépendance et la laïcité. Radio des Hauts de Garonne et de l'agglomération bordelaise, elle permet la diffusion de l'information de proximité et assure la promotion de la vie culturelle locale. Elle contribue également au développement de la vie associative et artistique.

Comme radio associative, O2 Radio participe efficacement à diverses manifestations (associative, institutionnelle) sportives, culturelles, éducatives ou préventives, à l'échelle de son territoire de diffusion et d'intervention.

Elle offre un complément d'informations (politique, économique, sociale, sportive, culturelle, juridique, scientifique, ludique) ainsi que la possibilité pour des jeunes et des adultes, de s'initier, et de se former, aux métiers de la communication. O2 Radio veille également à maintenir une certaine cohésion sociale basée sur la diversité de notre société, le respect d'autrui, l'expression des solidarités ainsi que l'analyse de divers sujets d'actualité et de thématique lors de débats, d'émissions, d'événements, produits et coproduits par O2 Radio et ses partenaires.



Photos
Républicains espagnols : Angel Villar
Anciens combattants marocains : Archives Sud Ouest
Des Portugais : Rue des Archives - Gérard Blancourt
Tirailleurs sénégalais : Ecpad/France